

3es Assises de la coopération décentralisée Franco Libanaise
Hôtel du Département de l'Aude – Carcassonne - 19 et 20 septembre 2019.



Les 19 et 20 septembre dernier, se sont tenues à Carcassonne, les 3es assises franco-libanaises de la coopération décentralisée.

Sept ans après les dernières assises de la coopération décentralisée franco-libanaise qui se sont déroulées à Beyrouth (Liban), le conseil départemental de l'Aude, Cités Unies Liban/Bureau technique des villes libanaises et Cités Unies France (CUF), en partenariat avec l'ambassade de France au Liban, le comité des maires libanais, le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, l'ambassade du Liban en France et le Conseil régional Occitanie ont souhaité réunir les acteurs publics des deux pays qui sont engagés dans des coopérations décentralisées.

Le choix de Carcassonne s'est justifié par la participation du Conseil départemental de l'Aude dans de nombreuses coopérations avec des municipalités du Liban depuis 2012 et par la forte implication de cette collectivité dans l'animation de réseaux nationaux et internationaux sur les coopérations avec les pays de la Méditerranée, notamment la présidence du groupe-pays Liban de CUF.

En présence de **Mme Raya EL HASSAN**, Ministre de l'intérieur et des municipalités de la République libanaise et de **M. Sébastien LECORNU**, Ministre auprès de la Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les Collectivités territoriales, chargé des Collectivités territoriales, cet événement a permis aux acteurs de la coopération **de faire un bilan de la coopération décentralisée franco-libanaise, de présenter les actions mises en œuvre dans le cadre de partenariats et d'échanger sur les grandes problématiques de la coopération entre la France et le Liban.**

Plus de 180 personnes ont participé à ces deux journées rythmées par des ateliers d'échanges, des visites de terrain, des rencontres bilatérales et des séances plénières. Les participants ont pu prendre connaissance des outils à disposition des collectivités locales françaises et libanaises pour dynamiser leurs partenariats, créer et renforcer leurs liens, mais aussi officialiser de nouveaux partenariats.

La thématique développée tout au long des assises portait sur l'articulation entre les projets de coopération décentralisée et l'appui à la gouvernance locale. Le choix de ce sujet part d'un constat partagé entre les collectivités françaises et libanaises de la nécessité de renforcer leurs capacités et compétences dans un cadre renouvelé de décentralisation. Aussi de nombreux projets ont été présentés et mis au débat des participants sur l'accompagnement des collectivités libanaises par leurs homologues français en matière d'apports d'expertise et de savoir-faire dans un processus de décentralisation alliant la dimension opérationnelle à la dimension institutionnelle. Ces échanges ont ainsi contribué à consolider la gouvernance locale et à développer de nouvelles approches de la

gestion municipale. Ces échanges ont été placés sous les signe des ODD afin d’engager une évolution de la coopération franco-libanaise en ce qu’elle contribue à leur territorialisation.

Retour sur les temps forts des assises :

1 / Les Ateliers d’échanges organisés aux Archives Départementales de l’Aude :

Quatre ateliers ont été organisés afin de susciter la réflexion sur des thématiques de coopération décentralisée franco-libanaise à partir d’expériences de coopération mises en œuvre. Chaque atelier a été présidé par un représentant français et un représentant libanais.



Les thématiques des ateliers :

1. Programmes collectifs de renforcement des capacités locales ;
2. Inclusion économique et sociale des jeunes ;
3. Environnement et transition énergétique ;
4. Aménagement du territoire et planification urbaine.

2 / Les plénières à l’Hôtel du Département de l’Aude



- **Bilan de la coopération décentralisée :** Un bilan de la coopération décentralisée franco-libanaise a été présenté permettant de mettre en avant les actions et les résultats de la coopération en matière de renforcement institutionnel, de développement et d’appui à la décentralisation. Il permet par l’exemple d’identifier les bonnes pratiques et les résultats tangibles des échanges entre les collectivités françaises et libanaises.

- **Dynamisation de la coopération décentralisée à travers des réseaux de collectivités :** 8 réseaux généralistes et sectoriels (France Urbaine, Euromed, AIMF, Grands Sites de France, Cités de caractère, Cités Remarquables de France, PS Eau, Occitanie Coopération) ont présenté leurs rôles dans le champ de la coopération. Un échange avec les participants a permis d’identifier les besoins des collectivités pour orienter et aiguiller l’appui des réseaux aux partenariats de coopération décentralisée.

- **La reconnaissance de la coopération décentralisée franco-libanaise :** Dans le cadre d’une plénière introduite par le Président du Département de l’Aude, André Viola, les ministres français et

libanais ont présentés leurs points de vue sur l'intérêt pour la France et le Liban de développer des partenariats de coopération décentralisée. Ils ont mis en avant l'importance des échanges de bonnes pratiques entre les deux pays, la nécessaire réciprocité entre partenaires et l'objectif premier de renforcement des capacités des autorités locales. Dans cet objectif, un protocole d'accord préfigurant à la création du futur Centre de Formation des Municipalités au Liban (CEFOM) a été signé entre le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, le CNFPT, le Ministère de l'intérieur libanais ainsi que le Comité des Maires du Liban. Il témoigne de l'engagement de la France et du Liban à travailler conjointement pour renforcer les capacités des collectivités locales et assurer une bonne gouvernance locale.



- **Le rôle des autorités locales face à la gestion de crises :** Dans le cadre d'une réflexion sur les nouvelles pistes de coopération décentralisée entre la France et le Liban, une plénière dédiée à la gestion des risques, animée par Cités Unies France, fortement investie dans ce sujet, a permis de présenter les enjeux et les bonnes pratiques en la matière. Le Centre de Crise et de Soutien du Ministère français de l'Europe et des Affaires Etrangères, des collectivités locales libanaises et des collectivités territoriales françaises ont présentés leurs rôles et leurs actions mises en œuvre face à la gestion de crises naturelles, humanitaires et migratoires. Plusieurs pistes de coopération ont ainsi été dessinées en ce qui concerne la prévention et la gestion des crises migratoires et naturelles au niveau local. Un échange sur les outils (financiers et techniques) disponibles dans ce domaine a suscité un grand intérêt des participants.
- **Outils et perspectives au service de l'évolution de la coopération décentralisée franco-libanaise :** Toujours dans l'objectif de dresser de nouvelles pistes de coopération décentralisée entre la France et le Liban, une séance en plénière a été consacrée aux nouveaux contours de la coopération décentralisée franco-libanaise : renforcement des compétences des élus et agents municipaux libanais (Ministère de l'intérieur libanais, CNFPT, Ville de Nice) ; outils financiers et opérationnels à disposition des partenariats de coopération décentralisée (MEAE- DAECT, AFD, Agence de l'Eau). Ce temps a été ponctué d'une intervention d'un représentant de la diaspora libanaise afin de mieux articuler les projets des collectivités en fonction des connaissances et des attentes des libanais installés en France.



3 / Les visites de terrain

Les participants ont assisté à plusieurs visites de terrain permettant de présenter des expertises et savoir-faire autois, d'échanger autour de questions techniques sur le terrain et de nourrir les échanges sur les pratiques des uns et des autres.

1. La gestion des déchets et leur valorisation (*Visite du COVALDEM*)
2. La démarche Pays Cathare : s'appuyer sur le patrimoine matériel et immatériel comme levier de développement (*Visite du Château de Lastours – cf photo infra*)



4 / Signature des conventions de coopération

Plusieurs conventions de coopération ont été signées lors des assises :

- Convention de coopération du projet de renforcement et de mise en réseau des élus et techniciens municipaux au Liban 2019-2021 entre Cités Unies Liban / Bureau Technique des Villes Libanaises et les Départements des Yvelines, de l'Aude et de Seine-Maritime.
- Déclaration d'intention entre la Ville de Bize-Minervois et la Municipalité de Ghalboun autour du patrimoine et de la culture.
- Déclaration d'intention du projet de soutien à la structuration et à l'organisation des services de police municipale des collectivités locales libanaises entre la Municipalité de Jdeideh, la Ville de Nice, le réseau Euromed représenté par la Ville de Nice et la Région Sud-PACA.
- Protocole d'intention de coopération entre la Municipalité de Menjez, la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault et la commune de Belesta autour du développement socio-

économique, notamment touristique, par la valorisation du patrimoine archéologique, historique, agronomique et culinaire.



5 / Le message des participants aux assises sur les ODD et l'agenda 2030

Tout au long de la manifestation, il a été rappelé l'impérieuse nécessité d'atteindre d'ici 2030 les objectifs de développement durable (ODD) fixés par les Nations Unies.

Les collectivités locales, à travers leurs coopérations décentralisées mais aussi l'ensemble de leurs politiques publiques, sont engagées dans la transposition au niveau local de ces objectifs de développement car c'est à partir de l'échelon local que des réponses concrètes contribuant à l'atteinte des ODD seront trouvées. L'ensemble des projets menés par les collectivités françaises et libanaises font aujourd'hui référence aux indicateurs des nations unies.





Ces assises resteront un évènement marquant des relations franco-libanaises car elles ont démontré la force et la qualité des relations humaines qui lient les deux pays. Elles ont permis d'enrichir la connaissance mutuelle des homologues libanais et français et de développer les partenariats de coopération décentralisée franco-libanais.

Un rendez-vous est d'ores et déjà donné par les collectivités françaises et libanaises pour se retrouver prochainement lors de nouvelles rencontres autour de la coopération décentralisée.